



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral du 31 JUIL. 2024
portant mise en demeure de régulariser sa situation administrative et de respecter
les prescriptions applicables à l'encontre de la société COVED,
exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux
sise lieu-dit « Montauty » 81370 SAINT-SULPICE

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'État dans le département du Tarn

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I^{er} ;
- Vu** le décret du président de la République du 16 juillet 2024 portant cessation de fonctions du préfet du Tarn Michel VILBOIS ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu** le décret du président de la République du 13 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'accusé de réception du 14 janvier 2013 attestant d'un droit acquis à la société COVED à poursuivre son activité sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :
[...]
2780-2b régime de la déclaration – quantité de matières traitées inférieure à 20 t/j ;
[...]
- Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 02/07/2024 relatif à l'inspection du site de la SAS COVED lieu-dit « Montauty » ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 02/07/2024 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** les observations de l'exploitant en date du 04/07/2024 ;

Considérant que le critère de classement de la rubrique 2780 fait référence à la quantité de matières traitées par jour, appréciées en moyenne annuelle ;

Considérant que l'installation de compostage exploitée par la société COVED sise lieu-dit « Montauty » 81370 SAINT-SULPICE est soumise à déclaration ; la quantité de matières traitées doit être inférieure à 20 tonnes par jour (t/j) ;

Considérant que lors de la visite du 27 juin 2024, l'inspection des installations classées a constaté le dépassement de la quantité de matières traitées (27,90 t/j en 2020 ; 31,50 t/j en 2021 ; 39,9 t/j en 2022 ; 39,31 t/j en 2023 et 26,30 t/j pour les cinq premiers mois de 2024) ;

Considérant que ce dépassement entraîne un changement de régime de classement de l'installation de compostage de la déclaration vers l'enregistrement ;

Considérant que l'exploitation d'installation sans avoir fait l'objet de l'enregistrement requis constitue un manquement à l'article L.512-7 du Code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société COVED de régulariser sa situation administrative, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Mise en demeure

La société COVED, exploitant une installation de compostage sise lieu-dit « Montauty » 81370 SAINT-SULPICE est mise en demeure de régulariser sa situation administrative en revenant sous la quantité de matières traitées de 20 tonnes par jour (appréciées en moyenne annuelle) au plus tard le 31 décembre 2024.

Article 2 - Suivi mensuel

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1^{er} jour du mois suivant, le bilan mensuel des quantités de matières traitées.

Article 3 - Respect du délai

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai mentionné, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-8 et L. 512-18 du Code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction :

- conformément à l'article R. 421-1 du code de la justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr ;

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La décision mentionnée à l'article 1 peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 - Mesures de publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Saint-Sulpice et à la société COVED.

Albi, le **31 JUIL. 2024**

**Pour le secrétaire général et par délégation,
le sous-préfet de Castres**



Laurent GANDRA-MORENO



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
AUX AFFAIRES DÉPARTEMENTALES**

Bureau de l'environnement et des affaires foncières

Albi, le 31 juillet 2024

Monsieur le directeur,

Je vous prie de trouver ci-joint, une copie de mon arrêté en date de ce jour, portant mise en demeure de régulariser votre situation administrative et de respecter les prescriptions applicables à l'encontre de la société COVED, exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux sise lieu-dit « Montauty » 81370 SAINT-SULPICE

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

**Pour le secrétaire général et par délégation,
Le chef de bureau,**


William LEFEBVRE

Monsieur le directeur
COVED Environnement
777, avenue des Terres Noires
81370 SAINT-SULPICE-LA-POINTE